



EDITORIAL

NÉGOCIATIONS CLIMATIQUES

Priez pour nous !

Raymond Klein

Entre des responsables politiques qui avancent lentement et à contrecœur et des citoyens inquiets et mobilisés, l'avenir de la lutte contre le réchauffement climatique est incertain.

Le pape fait-il le plein au Luxembourg tous les dimanches ? En tout cas, le communiqué officiel de sa rencontre avec la ministre de l'Environnement Carole Dieschbourg ne mentionne pas qu'il l'ait réprimandée au sujet du tourisme à la pompe. Cette tâche est revenue au Fonds monétaire international (FMI), sorte de Vatican de la finance : le Luxembourg est le pays de l'UE qui subventionne le plus les carburants fossiles, avec près de 3.500 euros par habitant et par an. Cela est d'autant plus pénible que la lutte contre le subventionnement des énergies fossiles est un des grands sujets du moment. Or, l'UE aborde la conférence climatique de Paris sous présidence luxembourgeoise et notre pays devrait donner l'exemple. Hélas, il donne plutôt l'exemple en matière d'hypocrisie et de subterfuges - quoique les politiciens des autres pays ne l'aient pas attendu pour choisir cette voie. Comme lors de la conférence de Copenhague en 2009, les responsables politiques échoueront à conclure un accord permettant d'éviter le changement climatique.

Pourtant, comme il y a six ans, ce pessimisme peut sembler inopportun. Ce week-end, des dizaines de milliers de militantes et de militants fêteront à Paris l'arrivée du tour Alternatiba. Les participants à cette initiative ont parcouru à vélo la France et les pays voisins et ont réussi à sensibiliser partout la population - même au Luxembourg (woxx 1330). Samedi, place de la République, Alternatiba organise également un village des alternatives avec stands d'information, buvettes, restauration et animations diverses. Un village du même type, mais encore plus grand, sera organisé en décembre durant la conférence climatique.

Les ONG plus classiques ne chôment pas non plus. Ainsi, Greenpeace vient de sortir son rapport « Energy Revolution », destiné à montrer que l'abandon des énergies fossiles est possible d'ici à 2050. La sortie du rapport avait été planifiée en vue d'une Journée mondiale pour le climat prévue le 26 septembre. Or, peu d'ONG ont prévu des activités ce jour-là - le mouvement a du mal à se coordonner au niveau international. Parmi les acteurs

les plus fiables se trouvent les Églises chrétiennes, issues d'une ONG fondée il y a 2.000 ans. Un certain nombre de pèlerinages climatiques à travers le monde débiteront fin septembre, notamment celui qui mènera le Philippin Yeb Saño de Rome à Paris pour le début des négociations. Connus pour avoir entamé une grève de la faim lors de la conférence climatique de 2013 - durant laquelle son pays avait été dévasté par un typhon -, il a démissionné de ses fonctions officielles pour s'engager au sein des mobilisations citoyennes.

L'Europe, tout comme le Luxembourg, souffre d'une crise de crédibilité en matière de politique climatique.

Au Luxembourg, rien de tel. Face aux reproches du FMI, repris par l'organisation « Green Budget », les responsables ministériels insistent sur le fait que les énergies fossiles ne sont pas subventionnées directement, soulignent la particularité que représentent les nombreux frontaliers et assurent que le Luxembourg serait sur la bonne voie pour atteindre ses objectifs climatiques. Arguments de mauvaise foi et chiffres fantaisistes, précisément ce que les Verts ont critiqué pendant des décennies... avant d'arriver eux-mêmes au pouvoir.

Le ministère de l'Environnement fait également valoir qu'il aurait contribué à une position européenne ambitieuse en vue de la conférence de Paris, notamment lors du Conseil des ministres de la semaine dernière. Les succès européens rachètent-ils les échecs nationaux ? Il est incontestable que, avec un commissaire européen comme Miguel Arias Cañete, réputé proche des industries fossiles, les résultats pourraient être pires. Mais si les objectifs envisagés sont appréciables, les critiques estiment que l'UE ne s'est pas donné les moyens pour les atteindre. L'Europe, tout comme le Luxembourg, souffre d'une crise de crédibilité en matière de politique climatique.

Faut-il alors se résigner à l'échec de l'humanité ? Pas forcément, puisque la mobilisation et les actions concrètes des citoyens (voir page 6) peuvent encore changer la donne. Mais faire semblant de croire au charabia des politiciens ne sert certainement pas la cause climatique.

NEWS

Nordstrooss: „Èmdréien“ **S. 3**Grèce: Condamné au pragmatisme **p. 4**

Migrations et développement:

S'attaquer aux causes **p. 5**

REGARDS

Anders leben: Inseln der Nachhaltigkeit **S. 6**Anders wirtschaften 3/4: Volle Kraft zurück **S. 10**Fonctionnaires: La boutique Luxembourg **p. 14**

Immigration cap-verdienne au Luxembourg:

Entre-deux **p. 16**

Alternatives Wohnen:

„Eine dritte Wohnform schaffen“ **S. 19**

EU-Grenzpolitik:

Verschiebeparkhof der Willkür **S. 22**Tunisie: La loi de réconciliation qui enflamme les esprits **p. 25**

(Photo de couverture : Carole Reckinger)